

Bulletin FrancoPaix

Vol. 6, n°6

Juin 2021

UQÀM



CHAIRE RAOUL-DANDURAND

EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Centre FrancoPaix



La sécurité climatique au Sahel : pour qui et pour quoi?

Bruno Charbonneau et Tatiana Smirnova

PAGE 2

Nouvelles et annonces

PAGE 7

La sécurité climatique au Sahel : pour qui et pour quoi ?

Bruno Charbonneau et Tatiana Smirnova



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le domaine de la sécurité climatique a évolué au cours des dernières années, passant des marges de la recherche et des politiques jusqu'à devenir une préoccupation importante pour divers acteurs. Le Sahel est devenu un espace de prédilection pour débattre des effets de la crise climatique sur les dynamiques de conflit.

L'émergence et la consolidation d'un narratif et d'un agenda sur la sécurité climatique au Sahel nécessitent une analyse de leurs effets, car malgré la sophistication croissante des modèles explicatifs, le nexus « sécurité-climat » tend à consolider une conception du Sahel comme un objet et un espace d'interventions permanentes.

Au cœur des débats et des enjeux se trouve un défi temporel : les spécialistes de la crise climatique travaillent en termes d'années, de décennies ou même de siècles, alors que les experts des conflits au Sahel sont ancrés dans des horizons et des besoins plus immédiats et à court terme.

Le travail en matière de sécurité climatique au Sahel est double. D'abord, il s'agit d'analyser et de se préparer aux effets de la crise climatique sur les dynamiques conflictuelles. Ensuite, il faut analyser et répondre au scénario qui se dessine : la transformation du Sahel en un terrain d'expérimentation pour les acteurs internationaux de la sécurité climatique.

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur titulaire

Collège militaire royal

de Saint-Jean

bruno.charbonneau@cmrsj-rmcsj.ca

Tatiana Smirnova

Postdoctorante

Centre FrancoPaix

taniyasmirnova@yahoo.fr



La crise alimentaire au Sahel, en 2012, a frappé durement la Mauritanie.

Le domaine de la sécurité climatique a évolué au cours des 10-15 dernières années, passant des marges de la recherche universitaire et du débat politique jusqu'à devenir une préoccupation importante pour les acteurs étatiques, les organisations internationales et les agences onusiennes. Après des débats sur les liens entre le changement climatique et les conflits au Darfour ou en Syrie, il semble que le Sahel soit devenu un espace de prédilection pour débattre des effets de la crise climatique. La production de rapports, d'analyses et de publications diverses sur les liens entre conflits armés et le changement climatique au Sahel a explosé dans les dernières années¹. Des centres de recherche comme le SIPRI, Planetary Security Initiative ou Adelphi ont publié une quantité importante d'analyses qui n'ont pas su, jusqu'à présent, convaincre tous les spécialistes des conflits au Sahel². Chose certaine, l'émergence et la consolidation d'un narratif et d'un agenda sur la sécurité climatique au Sahel nécessitent une analyse de leurs effets, car, notamment, les politiques internationales axées sur la protection de l'environnement peuvent contribuer aux conflits³.

Sans se vouloir exhaustif, ce texte examine cet engouement sur les questions de sécurité climatique au Sahel. Malgré la sophistication croissante des modèles explicatifs, le narratif sur le nexus «sécurité-climat» tend à consolider une conception du Sahel comme étant un objet et un espace nécessitant des interventions internationales continues. Les conséquences se retrouvent tant au niveau des dynamiques conflictuelles que dans la gestion des conflits.

Liens entre la crise climatique et les conflits

Une première approche ou perspective est celle des travaux qui recherchent des liens de causalité entre le climat et la guerre. Inspirée d'une large littérature (popularisée par les travaux de Thomas Homer-Dixon dans les années 1990) sur la (mauvaise) gestion, la surexploitation, la dégradation ou la pénurie des ressources naturelles comme cause des conflits, cette approche affirme que le changement climatique serait la cause de mouvements de population, de tensions socioéconomiques, de pressions sur les systèmes sociopolitiques de résolution des conflits et, plus encore, mènerait à des conflits violents. La majorité des études que l'on pourrait situer dans cette perspective s'appuient sur des méthodes quantitatives. Elles utilisent des indices ou indicateurs mesurables tels que la hausse des températures, le niveau de développement économique, l'augmentation des prix des denrées essentielles, etc.⁴. Cette perspective a vu sa légitimité renforcée lorsque le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et le vice-président des États-Unis, Al Gore, ont reçu le prix Nobel de la paix en 2007. Mais, depuis, les approches quantitatives ont reçu les foudres des critiques, notamment celles des spécialistes des conflits armés qui soulignent plutôt les facteurs qualitatifs, la contingence et les contextes spécifiques⁵.

Pour s'éloigner des explications causales, une deuxième approche parle plutôt du changement climatique comme d'un multiplicateur de menaces (threat multiplier).

En apparence, le lien n'est plus censé être causal : la variable climat prend ses distances et devient un facteur aggravant les défis environnementaux, la pénurie de ressources naturelles et les problèmes associés à la gouvernance. Le concept de «multiplicateur de menaces» est utilisé par le Conseil de sécurité des Nations unies. Il est régulièrement repris et largement diffusé par les organisations internationales et les groupes de réflexion influents, sans pour autant offrir une perspective théorique claire et précise. Des chercheurs universitaires ont souligné le danger de sécurisation que le concept permet, c'est-à-dire que les enjeux sécuritaires l'emportent et dictent l'agenda climatique.. De plus, malgré la prétention à éviter les liens causaux, l'approche «multiplicateur de menaces» porte en elle une explication causale sous-jacente.

Une troisième perspective met l'accent sur la gouvernance ou la fragilité des États les plus vulnérables à la crise climatique. Incapables de gouverner, de planifier, de prévenir ou d'offrir des services adéquats à leurs populations, par manque de capacités matérielles, techniques ou politiques, ces États sont perçus comme des zones à risque pour les conflits climatiques. Certains proposent ainsi d'utiliser les index des États en déliquescence (Failed States Index; Notre Dame Global Adaptation Index) comme des instruments pour prédire et prévenir les conflits⁶. Des analyses plus nuancées, combinant parfois des méthodes quantitatives et qualitatives, évoquent la résilience des mécanismes de résolution des conflits en tant que facteur de stabilisation ou déstabilisation⁷. En accordant une attention particulière au contexte, ce cadre analytique satisfait davantage les spécialistes des conflits armés. En revanche, poussé à l'extrême, il peut nourrir le scepticisme, sinon le déni, sur les liens entre la crise climatique

”

«Malgré la sophistication croissante des modèles explicatifs, le narratif sur le nexus 'sécurité-climat' tend à consolider une conception du Sahel comme étant un objet et un espace nécessitant des interventions internationales continues. Les conséquences se retrouvent tant au niveau des dynamiques conflictuelles que dans la gestion des conflits.»

et les conflits. Il peut également devenir un instrument politique qui explique tout et déresponsabilise les acteurs.

Réexaminer la sécurité climatique au Sahel

Le Sahel a toujours été un cas d'étude pour les climatologues, tandis que les universitaires travaillant sur les liens entre le climat et les conflits au Sahel le font depuis le milieu des années 2000. Ces dernières années, le Sahel est de plus en plus présenté comme un espace où les interactions entre la variabilité climatique et les dynamiques conflictuelles sont observables. En effet, le Sahel ouest-africain est dépendant de l'agriculture pluviale et de l'élevage, ce qui rend les pasteurs et les petits exploitants sahéliens particulièrement vulnérables à la variabilité climatique (surtout aux sécheresses). La région demeure fragile en raison de facteurs tels que la faible capacité des États à offrir des services ou programmes (et de leur dépendance face à l'aide internationale), les inégalités structurelles et un historique de conflits violents. Cependant, malgré la complexité multifactorielle des liens entre climat et conflit que soulignent plusieurs travaux universitaires, l'émergence et l'appropriation politique d'un récit sur

la sécurité climatique (et les pratiques associées) au Sahel ont produit un narratif et des explications largement ahistoriques, dépolitisant et contribuant à délégitimer davantage les États sahéliens. Conçu comme un espace à sauver, à développer, à protéger ou à rendre résilient, le «Sahel» comme objet d'intervention est en voie de devenir, s'il ne l'est pas déjà, un terrain d'expérimentation pour les acteurs de la sécurité climatique.

Au cœur des débats et des enjeux se trouve un défi temporel. Les spécialistes de la crise climatique et les experts des conflits au Sahel ne partagent pas le même horizon temporel : ils travaillent sur des échelles différentes. Les premiers débattent en termes d'années, de décennies ou même de siècles, alors que les seconds sont ancrés dans des analyses et des besoins plus immédiats et à court terme. Ainsi, la crise climatique est insérée dans les analyses de sécurité comme un élément parmi d'autres ; un facteur qu'il s'agit d'inclure et d'insérer (ou non, pour les sceptiques) dans les analyses des conflits. Les experts chercheront des liens de cause à effet entre le climat et les conflits armés ou critiqueront de telles méthodes et l'élimination du contexte et de contingence. Afin d'éviter ou de résoudre ce défi temporel, il est d'abord utile d'historiciser la question climatique au Sahel.

Premièrement, l'histoire du climat au Sahel résulte d'un contexte de conditions environnementales depuis longtemps difficiles, d'une zone semi-aride ou aride, où les communautés humaines ont vécu et

prospéré sur la base de leurs connaissances et expériences du climat sahélien. Sans entrer dans les détails, il suffit de noter que les moyens de subsistance au Sahel s'appuient sur une mobilité comme mode de vie adapté aux conditions climatiques et environnementales. Judith Scheele, par exemple, a montré comment «la mobilité et l'interdépendance de longue date ont façonné non seulement les économies locales, mais aussi les notions de hiérarchie sociale, de moralité et de légitimité politique, créant des modèles qui perdurent aujourd'hui⁸».

Après l'indépendance, les nouveaux États souverains ont dû faire face à de nombreux défis avec peu de moyens. Les sécheresses sahéliennes des années 1970 ont contribué à maintenir les modèles de relations postcoloniales avec le monde extérieur. Dès lors, les Nations unies se sont concentrées sur le problème de la désertification en organisant la Conférence des Nations unies sur la désertification en 1977, puis la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification en 1992. De nombreuses recherches sur les systèmes humains-environnementaux ont suivi, mais n'ont pas mené à un consensus. En fait, la littérature scientifique se caractérise par des interprétations contradictoires des conditions environnementales dans la région. Les études d'observation de la Terre montrent généralement une tendance positive quant à l'intensité des précipitations et au niveau de la verdure de la végétation au cours des dernières décennies pour la majorité du Sahel.





« Tant les chercheurs que les praticiens auraient à gagner à d'abord et avant tout apprendre et soutenir ces efforts sahéliens. Surtout, il faut dès lors prévenir l'imposition d'un agenda de sécurité climatique provenant d'acteurs externes qui auront d'autres objectifs et priorités que celles des populations du Sahel. »

Cela est interprété comme une augmentation de la biomasse et contredit les récits d'un cercle vicieux de dégradation généralisée causée par la surutilisation humaine et le changement climatique. L'Organisation météorologique mondiale prédit toujours des précipitations croissantes pour le Sahel⁹. Toutefois, même si une augmentation de la verdure est confirmée, les évaluations à long terme de la biodiversité à des échelles spatiales plus fines notent une tendance négative de la diversité des espèces. Autrement dit, il n'est pas certain que les tendances positives observées produiront des effets positifs sur les moyens de subsistance des populations. Malgré ces incertitudes, «le récit selon lequel le Sahel est pris dans un cercle vicieux de dégradation des terres et de sécheresses est resté dominant». Les conditions environnementales au Sahel sont bien sûr difficiles, mais rien en elles ne conduit nécessairement à une intervention externe.

Deuxièmement, pour comprendre l'intérêt soudain pour la sécurité climatique au Sahel, il faut prendre en compte les héritages coloniaux et postcoloniaux. L'historien Gregory Mann soutient que la région est souvent analysée comme une zone d'intervention. Son analyse de la construction de «la migration, de l'identité, de la citoyenneté» à travers des connexions et des réseaux complexes démontre comment les prérogatives de l'État postcolonial ont été progressivement déléguées à des acteurs internationaux. Ce processus a commencé très tôt après l'indépendance, alors que la souveraineté de l'État était hautement valorisée par les élites africaines. Les États, manquant de capacités et d'expertise à la suite de la colonisation, ont laissé d'autres acteurs combler ces manques. Dans ce contexte, le pouvoir des ONG (au Mali par exemple) n'était pas une conséquence de la faiblesse ou de la fragilité de l'État, mais plutôt une cause. Pour Mann, le moment de l'indépendance a été celui de l'émergence de nouvelles formes de rationalité

gouvernementale, réalisées par le biais des ONG. L'aide humanitaire des années 1970 a mis en place les conditions structurelles d'un fossé émergeant entre les nouveaux États et les populations, qui sera plus tard consolidé lors des politiques d'ajustement structurel des années 1980.

Dans un même ordre d'idées, Vincent Bonnacase a démontré comment la pauvreté et la famine au Sahel ont été construites par le biais des sciences sociales, en particulier par des méthodes quantitatives qui ont conçu des indices et indicateurs justifiant l'intervention des organisations internationales et ainsi, par le fait même, rendant les gouvernements sahéliens de plus en plus dépendants de l'aide internationale. La production de nouvelles formes de connaissances a ainsi contribué, selon Bonnacase, à définir le Sahel et ses habitants comme pauvres, soumis à la variabilité climatique et nécessitant des interventions internationales de plus en plus importantes et intrusives.

La conception du Sahel en tant qu'espace d'intervention, dans un troisième temps, se poursuit et se consolide dans le contexte actuel d'interventions internationales sans précédent depuis la crise malienne de 2012. La combinaison d'opérations contre-terroristes, d'une opération de maintien de la paix de l'ONU, d'une transformation de la gouvernance sécuritaire régionale et d'une montée des conflits intercommunautaires et de leurs régionalisations nourrit les logiques de la sécurité climatique au Sahel. Par exemple, l'Union européenne considère le Sahel comme une bombe à retardement démographique, où l'effet multiplicateur de la crise climatique pourrait mener à davantage d'activités terroristes et de flux migratoires illicites vers l'Europe. USAFRICOM (United States Africa Command; Commandement des États-Unis pour l'Afrique) identifie le changement climatique comme la deuxième menace la plus importante pour le continent

africain, fragilisant davantage les États et contribuant ainsi à l'instabilité et la menace terroriste.

À cet égard, il nous semble possible de parler de l'appropriation de la question et de l'agenda climatiques par les décideurs politiques et les groupes de réflexion européens et américains, alors que les savoirs locaux africains sur les questions environnementales sont négligés ou tout simplement ignorés.

Conclusion

En guise de conclusion, il est primordial de souligner deux points qui ont et auront des conséquences importantes pour la recherche et pour les politiques et programmes à développer en matière de sécurité climatique au Sahel.

Premièrement, en dépit des thèses sur la nécessité absolue de l'aide internationale, les communautés locales, les centres de recherche et les États sahéliens possèdent et développent des savoirs scientifiques et techniques aux applications théoriques et pratiques. Ces capacités locales sont largement ignorées dans les analyses de sécurité climatique (peut-être sont-elles dissimulées par les discours dominants). Certes, dans certaines situations, l'appui extérieur est et restera vital pour plusieurs raisons. Sans tomber dans un romantisme des savoirs locaux, ces connaissances pratiques et théoriques et les outils qui en découlent perdurent et résistent aux conditions postcoloniales qui ont fait des interventions internationales une partie intégrante de la fonction des États sahéliens. Tant les chercheurs que les praticiens auraient à gagner à d'abord et avant tout apprendre et soutenir ces efforts sahéliens. Surtout, il faut dès lors prévenir l'imposition d'un agenda

de sécurité climatique provenant d'acteurs externes qui auront d'autres objectifs et priorités que celles des populations du Sahel. Un cadre ou une plateforme d'échanges réciproques et de collaborations internationales sur les enjeux climatiques et de sécurité où les voix ouest-africaines seraient dominantes est de mise.

Deuxièmement, le défi temporel sera sans doute toujours présent, soulignant les difficultés pour la coopération internationale. Les défis de la sécurité climatique exigent de penser à la prévention des conflits sur le long terme, alors que les acteurs et organisations internationales de la gestion des conflits n'ont déjà pas la réputation d'être efficaces en matière de prévention. L'horizon temporel

des acteurs des droits de l'homme, du développement et de la sécurité, qu'ils soient locaux ou internationaux, est la plupart du temps celui de la gestion des crises qui éclatent. Cet horizon à court terme permet un type de gestion et de prévention limité, ancré dans des analyses statistiques de probabilité qui présument de la stabilité du contexte (et donc des variables insérées dans les modèles). Le changement climatique apporte incertitudes et variables inconnues, fragilisant ainsi les modèles probabilistes et les analyses de risque. La prévention des conflits doit donc se planifier dans une incertitude accrue par la crise climatique. Nous savons que le changement climatique engendra des dégâts majeurs, mais l'incertitude demeure quant à leur ampleur, leur calendrier, leur

géographie et leurs effets, rendant la prévention des conflits beaucoup plus difficile.

Une chose est certaine, il reste énormément de travail à faire dans le domaine de la sécurité climatique. Et il y a une double urgence. D'abord, bien sûr, l'urgence de la crise climatique en soi et la prise en compte des effets qu'elle a et aura sur les dynamiques conflictuelles. Ensuite, et peut-être surtout, il faut répondre au scénario qui se dessine : la transformation du Sahel en un terrain d'expérimentation pour les acteurs internationaux de la crise climatique et de la sécurité.

¹ Katie Peters, Leigh Mayhew, Olena Borodyna and al. (2020). « Climate change, conflict and security scan: December 2018-March 2019 ». London, Overseas Development Institute.

² Ibrahim Yahaya (2020). « [Role of climate change in Central Sahel's conflicts: not so clear](#) ». *International Crisis Group*.

³ Mikael Bergius, Tor. A Benjaminsen, Faustin Maganga and Halvard Buhaug (2020). « Green economy, degradation narratives, and land-use conflicts in Tanzania ». *World Development* 129(1), p. 1-13.

⁴ Marshall B. Burke, Edward Miguel, Shanker Satyanath, John A. Dykema, David B. Lobell. (2009). « Warming increases the risk of civil war in Africa ». *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*. 106 (49): 20670-20674; Solomon M. Hsiang, Marshall Burke, Edward Miguel. (2013). « Quantifying the influence of climate on human conflict ». *Science* 341 (6151) :1235367.

⁵ Pour la récente synthèse de la critique des approches quantitatives voir Tobias Ide. (2020). « Quantitative Climate-Conflict Research: Limitations and Prospects of Alternative Approaches ». *Toda Institute for Global Peace and Policy Research*. Toda Policy Brief 80.

⁶ Caitlin E. Werrell, Francesco Femia, Troy Sternberg. (2015). « Did We See It Coming? State Fragility, Climate Vulnerability, and the Uprisings in Syria and Egypt ». *SAIS Review of International Affairs*, 35(1), 29-46.

⁷ Tor Benjaminsen, Koffi Alinon, Halvard Buhaug, and Jill T. Buseth. (2012). « Does Climate Change Drive Land-Use Conflicts in the Sahel? ». *Journal of Peace Research* 49 (1): 97-111.

⁸ Judith Scheele. (2012). *Smugglers and Saints of the Sahara: Regional Connectivity in the Twentieth Century*. Cambridge: Cambridge University Press.

⁹ Organisation météorologique mondiale. (27 mai 2021). « [Selon de nouvelles prévisions du climat, il est davantage probable que la température soit supérieure de 1,5 °C aux valeurs préindustrielles pendant les cinq prochaines années](#) ». Press Release Number: 27052021.

¹⁰ Rasmus Fensholt, Cheikh Mbow, Martin Brandt, and Kjeld Rasmussen (2017). « [Desertification and Re-Greening of the Sahel](#) ». *Oxford Research Encyclopedias, Climate Science*.

¹¹ Gregory Mann. (2015). *From Empires to NGOs in the West African Sahel : The Road to Nongovernmentality*. Cambridge, Cambridge University Press.

¹² Vincent Bonnacase. (2011). *La pauvreté au Sahel : du savoir colonial à la mesure internationale*. Paris, Karthala.

¹³ Elisa Lopez Lucia. (2017). « Performing EU agency by experimenting the 'Comprehensive Approach': the European Union Sahel Strategy », *Journal of Contemporary African Studies*, 35(4), pp. 451-468.

¹⁴ [United States Africa Command \(africom.mil\)](#).

NOUVELLES ET ANNONCES

→ Bruno Charbonneau

a été promu au rang de professeur titulaire, au Collège militaire royal de Saint-Jean.

Le 1^{er} juin, il a participé à une séance de consultation sur la crise climatique organisée par le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU.

Le 14 juin, il a donné une conférence sur la « géopolitique du changement climatique et les enjeux de sécurité » dans le cadre de la formation des officiers des forces tunisiennes et du programme NATO-DEEP.

→ Marc-André Boisvert

a rejoint en juin le Centre FrancoPaix en tant que chercheur post-doctoral. Il a défendu son doctorat à l'Université East Anglia, en 2020. Ses travaux portent sur la gouvernance de la sécurité et des forces armées au Sahel. De 2005 à 2015, Marc-André Boisvert était journaliste indépendant et résidait en Afrique de l'Ouest.

→ Melchisedek Chetima

professeur adjoint à l'UQAM, rejoindra en automne 2021 le comité de rédaction du Bulletin FrancoPaix.

→ Adib Bencherif

a rejoint le comité de rédaction du Bulletin FrancoPaix.

Le 2 juin, il a offert une entrevue publiée dans *Jeune Afrique*, sous le titre « [Négociateur avec Iyad Ag Ghali est un point de désaccord majeur entre Paris et Alger](#) ».



Maisons et champs inondés à Lamorde, rive droite du fleuve Niger, Niamey.



ÉQUIPE ÉDITORIALE

CO-RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur titulaire, Collège militaire royal de Saint-Jean

CO-RÉDACTRICE EN CHEF

Tatiana Smirnova

PhD, Postdoctorante, Centre FrancoPaix

RÉVISION

Yvana Michelant-Pauthex

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Adib Bencherif

Professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Marie-Ève Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Maxime Ricard

PhD, Chercheur Afrique de l'Ouest, Institut de recherche stratégique de l'École militaire de Paris

CRÉDITS PHOTO

Couverture : Pablo Tosco / Oxfam / [Flickr.com](#)

Page 2 : Pablo Tosco / Oxfam / [Flickr.com](#)

Page 4 : Neil Palmer (CIAT)/ CGIAR / [Flickr.com](#)

Page 7 : Valérie Batselaere/Oxfam / [Flickr.com](#)

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : [@CFrancopaix](#) et [@RDandurand](#)

PARTENAIRE

